



Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020

Albéric de Montgolfier, rapporteur général

Commission des finances

Mardi 21 avril 2020

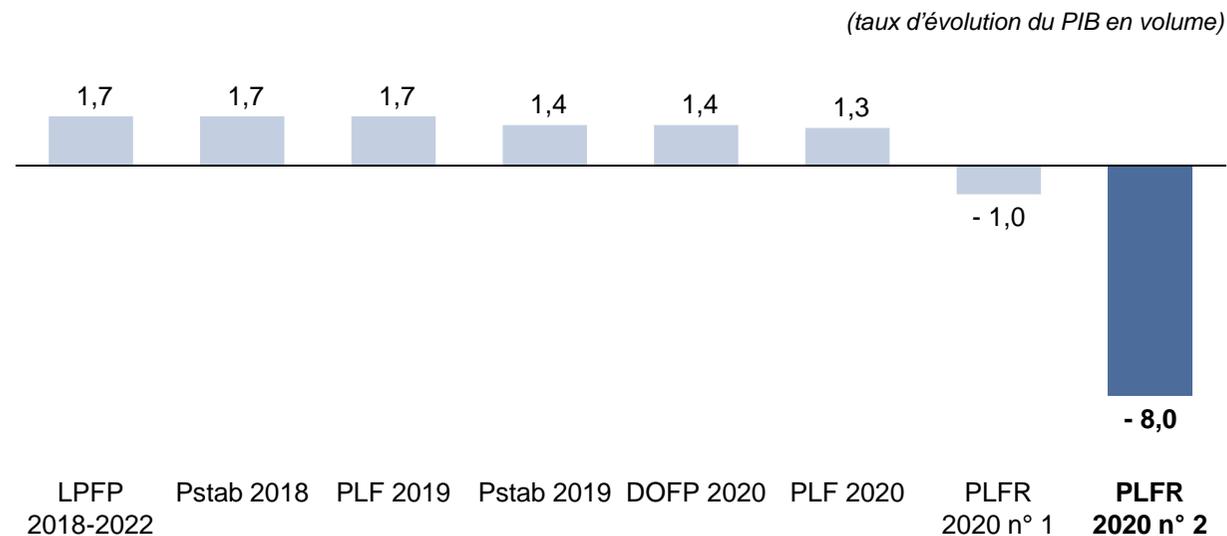




**Le Gouvernement anticipe désormais
un recul de 8 % du PIB en 2020, malgré
un scénario de reprise volontariste**

La prolongation du confinement et l'ampleur de ses effets économiques conduisent le Gouvernement à anticiper un recul du PIB de 8 % en 2020

Évolution des prévisions de croissance gouvernementales pour l'année 2020

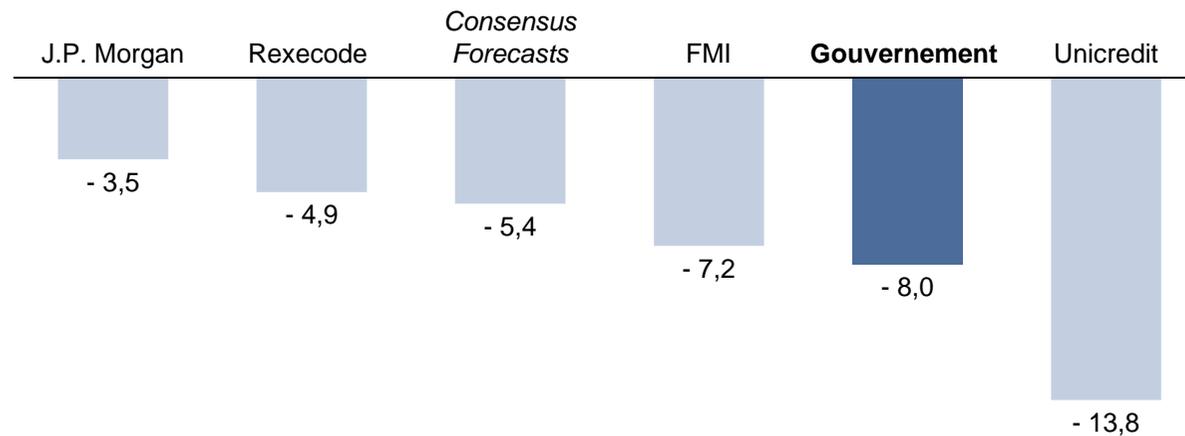


Source : commission des finances du Sénat

L'hypothèse gouvernementale se situe dans la fourchette basse des estimations disponibles, qui ont toutefois été réalisées avant la prolongation du confinement

Comparaison des prévisions de croissance pour l'année 2020

(taux d'évolution du PIB en volume)

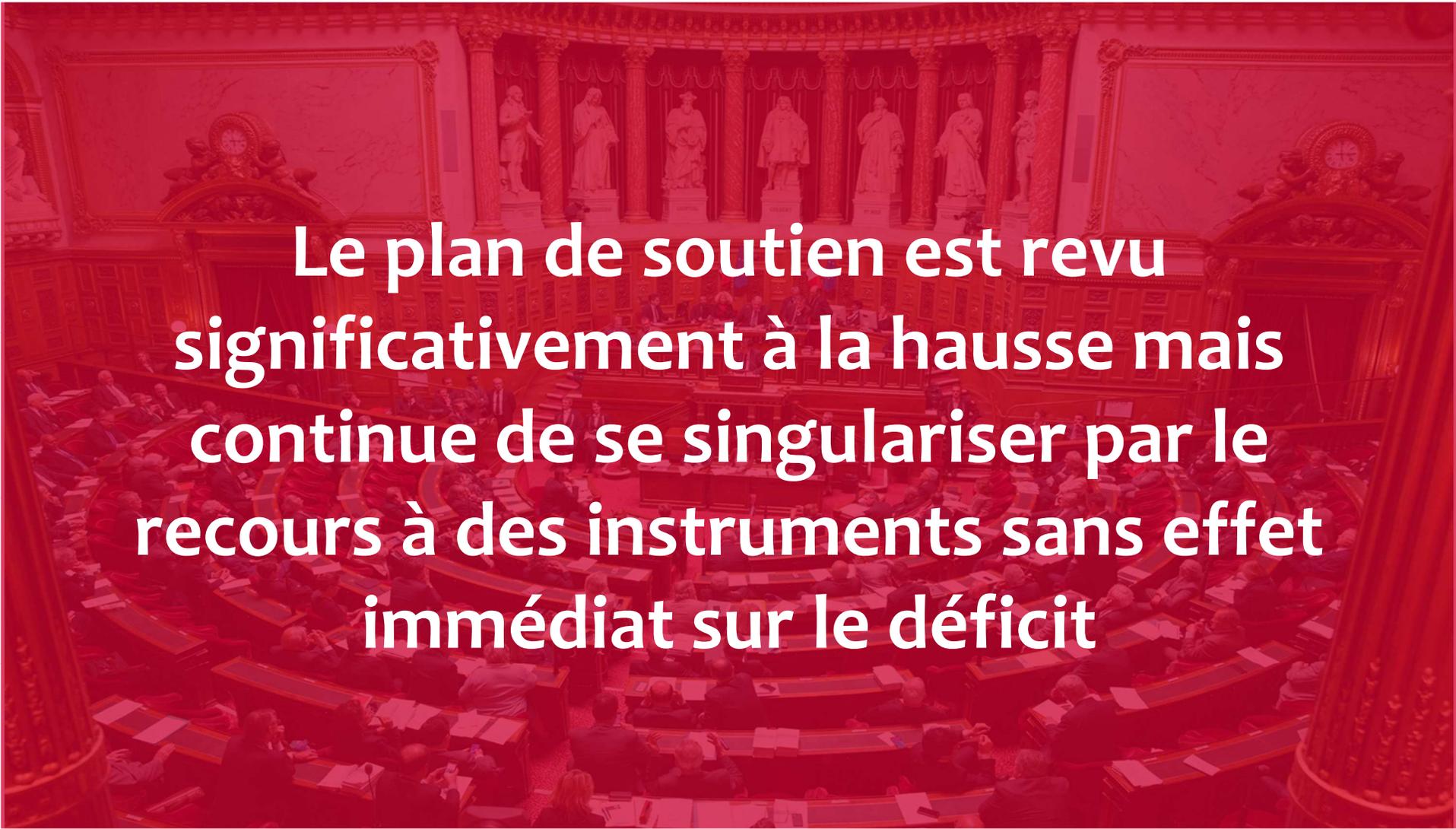


Source : commission des finances du Sénat

Le scénario gouvernemental suppose un retour rapide de l'activité à la normale après le confinement, qui n'est nullement garanti

Principaux aléas économiques concernant la reprise

	Description de l'aléa économique
Aléas positifs	La chute du PIB procède d'une mise à l'arrêt volontaire de l'économie pour des raisons sanitaires. La récession a donc une cause exogène qui n'est pas liée à des déséquilibres internes au fonctionnement de l'économie.
	Les mesures de soutien ont jusqu'à présent permis de préserver les revenus des ménages. L'épargne accumulée pendant le confinement (55 Md€ d'après l'OFCE) pourrait constituer un puissant relai de croissance en sortie de confinement.
Aléas négatifs	Le déconfinement sera progressif et des pans entiers de l'économie resteront à l'arrêt au-delà de la fin du confinement général. À eux-seuls, l'hôtellerie-restauration, le transport aérien et les arts, spectacles et activités récréatives représentent 5 % du PIB.
	Le caractère simultané du choc à l'échelle internationale devrait en renforcer les effets récessifs et compliquer la sortie de crise, qui ne se fera pas au même rythme selon les États, alors même que les chaînes de production sont aujourd'hui mondiales.
	L'incertitude sur un éventuel rebond de l'épidémie devrait freiner la reprise de la consommation et déprimer l'investissement.
	Les mesures de soutien mises en place pourraient se révéler insuffisantes pour prévenir la destruction du capital productif et du capital humain, ce qui pèserait durablement sur la capacité de production.

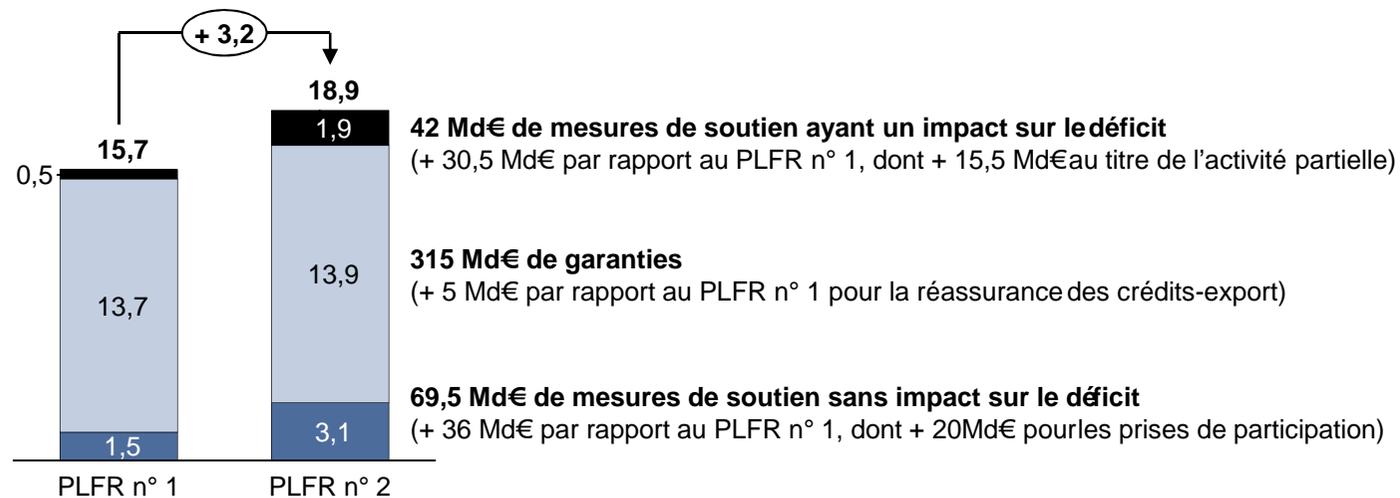


**Le plan de soutien est revu
significativement à la hausse mais
continue de se singulariser par le
recours à des instruments sans effet
immédiat sur le déficit**

Le renforcement du plan de soutien (+ 71,5 Md€, soit 3,2 points de PIB) s'accompagne d'un rééquilibrage bienvenu de ses différentes composantes

Évolution des différentes composantes du plan de soutien français

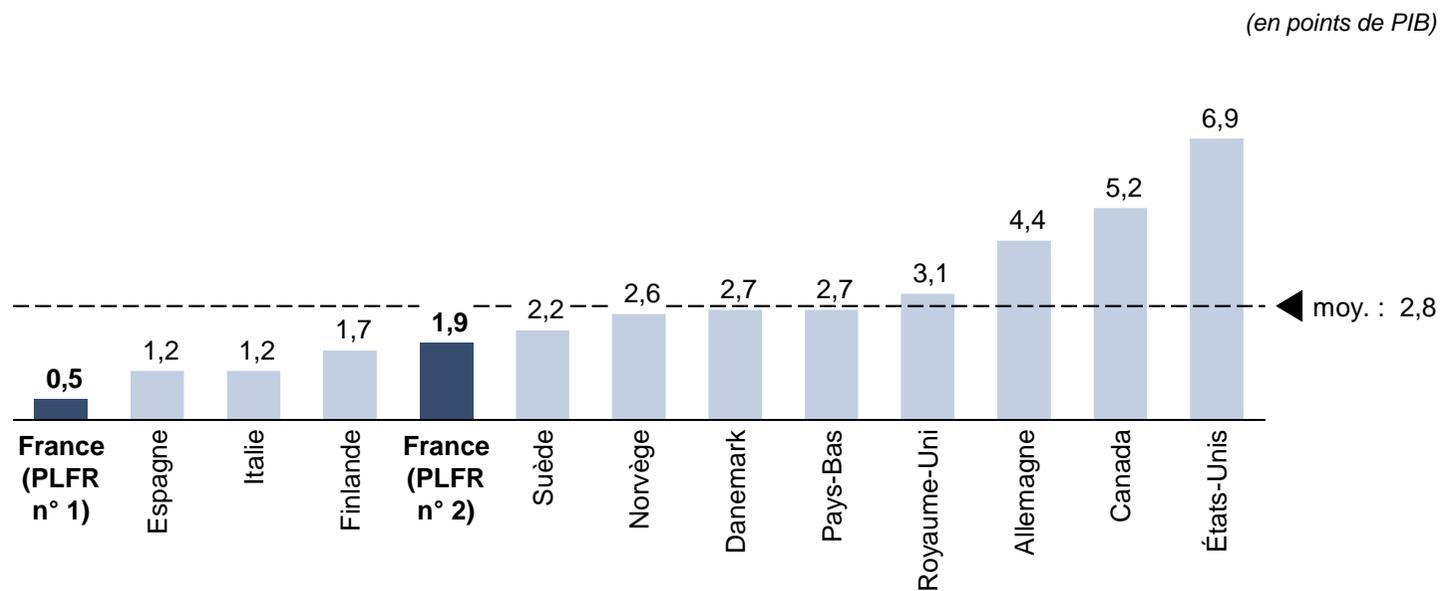
(en points de PIB)



Source : commission des finances du Sénat

Le renforcement des mesures de soutien ayant un impact sur le déficit public reste insuffisant pour combler l'écart avec nos principaux voisins

Mesures de soutien ayant un impact sur le déficit public



Source : commission des finances du Sénat (d'après l'édition d'avril 2020 du Moniteur des finances publiques du FMI)

À l'échelle européenne, l'Allemagne et le Royaume-Uni vont plus loin que la France dans la prise en charge publique des pertes subies par les entreprises

Principaux outils de prise en charge publique des pertes subies par les entreprises

(en milliards d'euros)

	Allemagne		Royaume-Uni		France	
	Nature	Coût	Nature	Coût	Nature	Coût
Chômage partiel	Renforcement du dispositif existant	10	Coronavirus Job Retention Scheme	48	Activité partielle	24
Subventions	Fonds de soutien pour les TPE, indépendants et professions libérales	50	Fonds de soutien aux indépendants (<i>Self-employed income support scheme</i>)	11,5	Fonds de soutien pour les TPE, indépendants et professions libérales	7
			Fonds de soutien aux PME (<i>Small business grant schemes</i>)	17,5		
Annulation de prélèvements obligatoires	Pas d'annonce à ce stade	/	Annulation des taxes sur les biens immobiliers à usage commercial pour certains secteurs (<i>business rates package</i>)	15	Possible annulation de charges pour l'hôtellerie, la restauration et les arts et spectacles	0,75
Prises de participation	Fonds économique de stabilisation	100	Pas d'annonce à ce stade	/	CAS « Participations financières de l'État »	20
Total	160 Md€ (4,9 % du PIB)		92 Md€ (3,9 % du PIB)		52 Md€ (2,3 % du PIB)	

Source : commission des finances du Sénat



La dégradation de la conjoncture et le renforcement du plan de soutien conduisent à une forte dégradation des comptes publics, indispensable pour soutenir le tissu productif

La dégradation de la conjoncture et le renforcement du plan de soutien conduisent à une très forte augmentation du déficit et de la dette publique, dont l'ampleur reste incertaine

Scénario budgétaire du Gouvernement

(en points de PIB)

	2019	2020
Solde nominal	- 3,0	- 9,0
Solde structurel	- 2,0	- 2,0
Prélèvements obligatoires	44,1	44,0
Recettes hors prélèvements obligatoires	7,2	7,8
Dépense publique	54,0	60,9
Croissance de la dépense publique en volume	2,8	5,1
Endettement	98,1	115,2

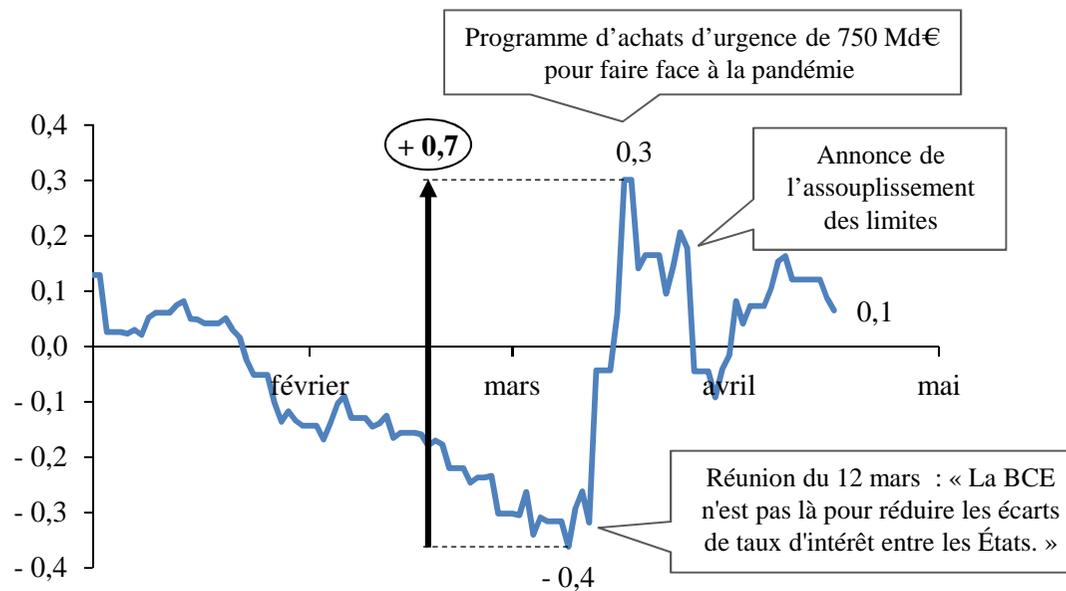
Précision : les votes de l'Assemblée nationale ont conduit à dégrader le solde effectif de 0,1 point, ce qui porterait celui-ci à 9,1 % du PIB.

Source : commission des finances du Sénat

L'héritage budgétaire de la crise sanitaire ne paraît pas de nature à remettre en cause la soutenabilité de la dette française, à condition de ne pas reporter indéfiniment le redressement des comptes publics

Évolution du coût de financement de la France à dix ans

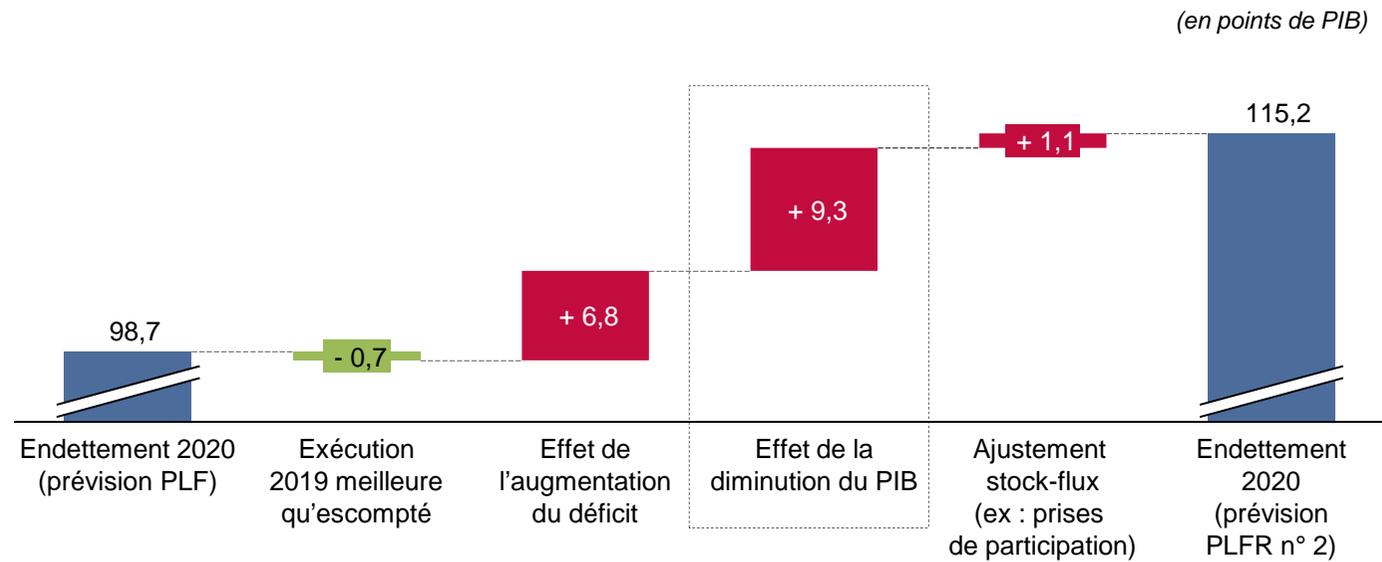
(taux de rendement d'une OAT de maturité 10 ans, en %)



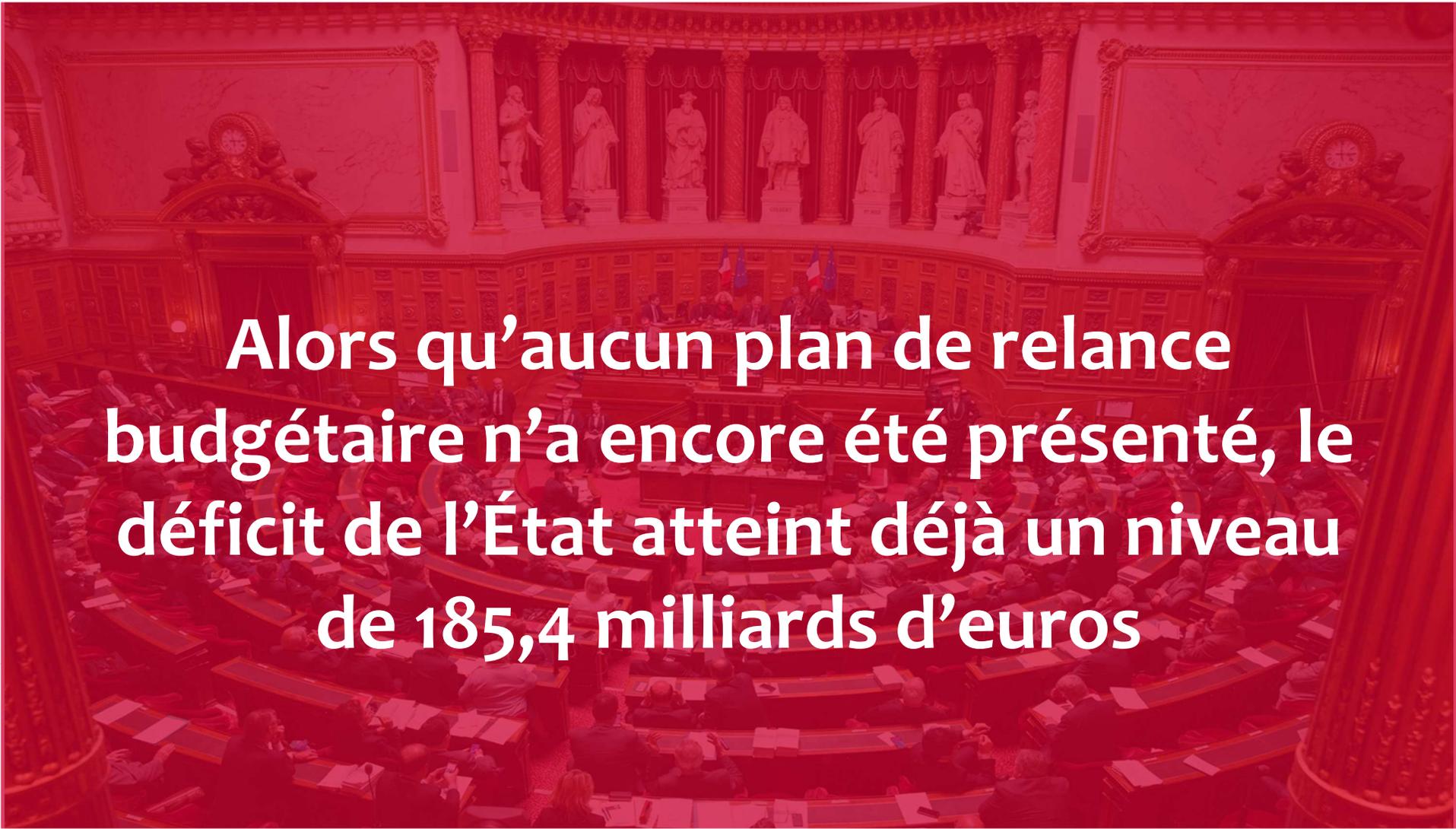
Source : commission des finances du Sénat

La préservation du tissu productif est la bonne stratégie tant sur le plan économique que budgétaire

Décomposition de l'évolution de la prévision d'endettement du Gouvernement pour 2020



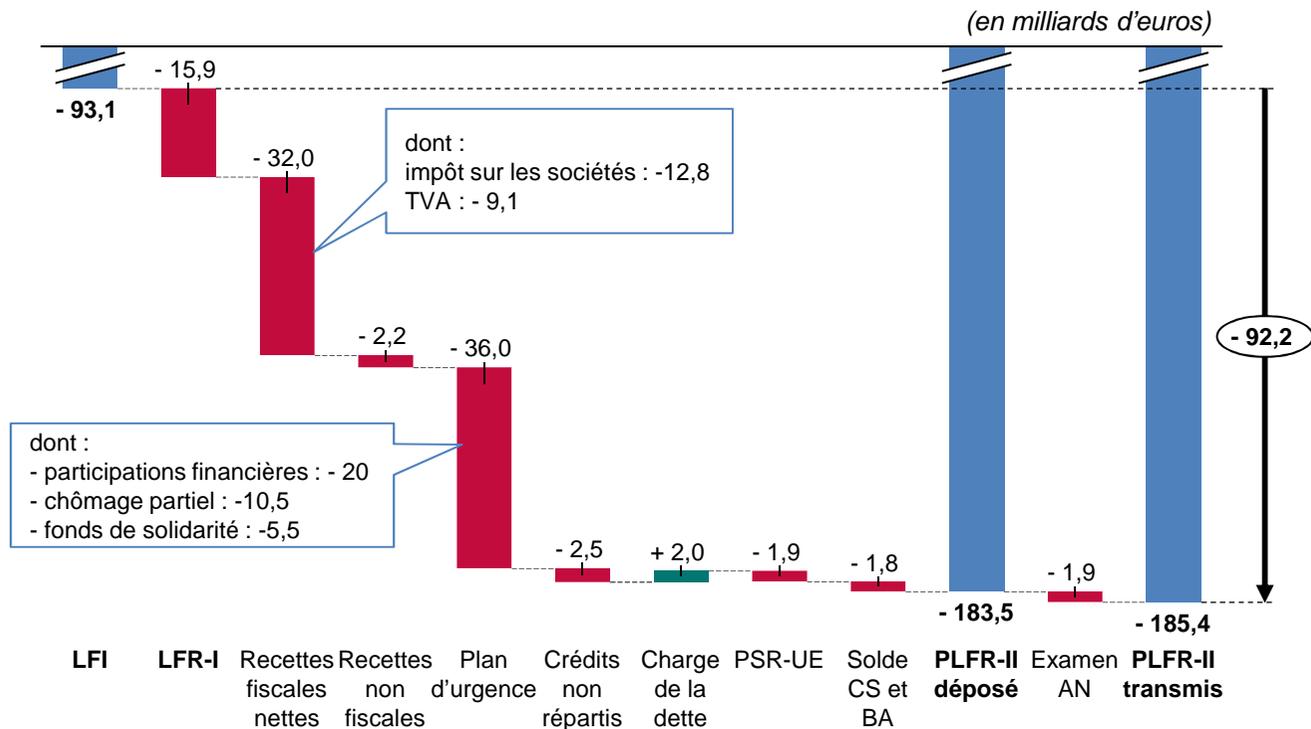
Source : commission des finances du Sénat



Alors qu'aucun plan de relance budgétaire n'a encore été présenté, le déficit de l'État atteint déjà un niveau de 185,4 milliards d'euros

Le déficit s'aggrave de 92,2 milliards d'euros sous l'effet de la chute des recettes et du coût des mesures d'urgence

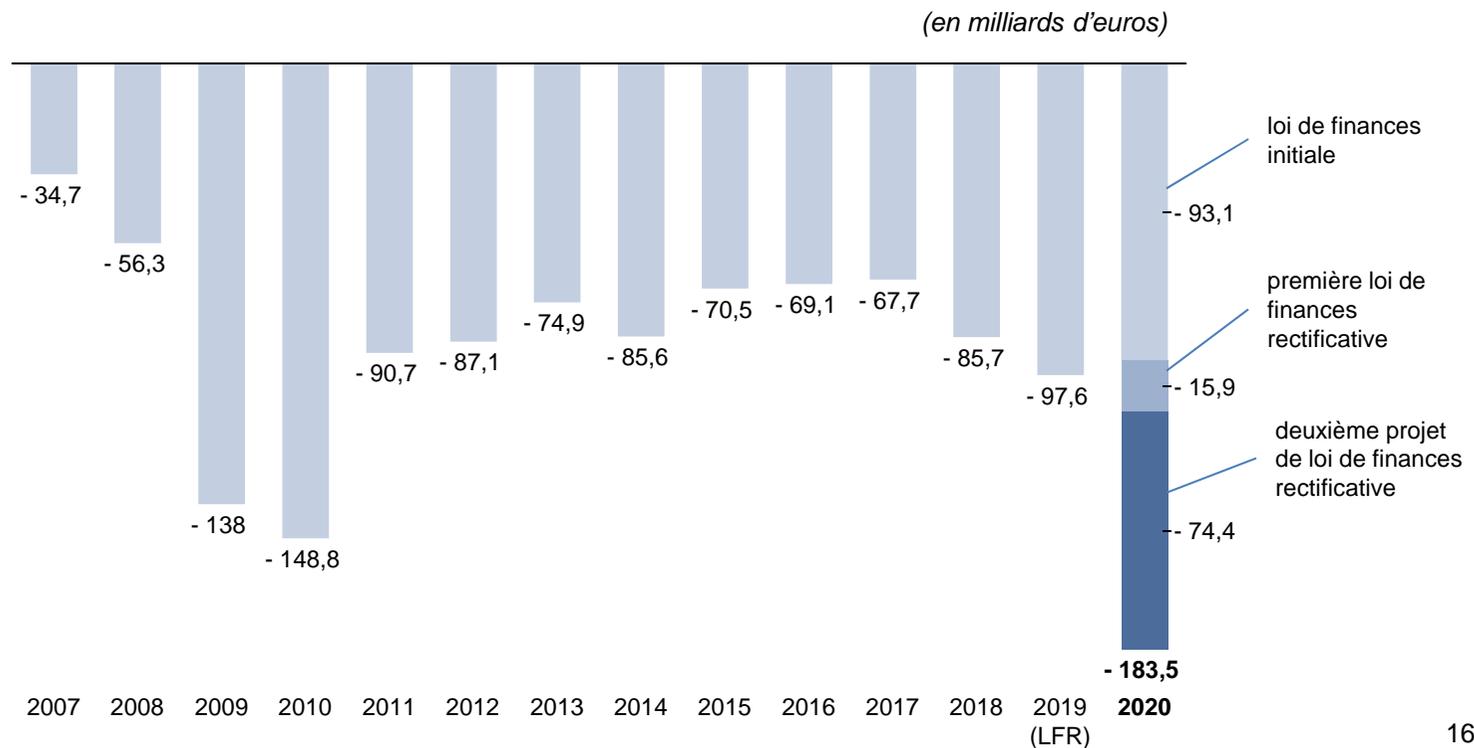
Solde budgétaire de l'État en 2020



Source : commission des finances du Sénat

Le déficit dépasse d'ores et déjà les niveaux atteints lors de la crise financière de 2008-2010

Évolution du solde budgétaire depuis 2007

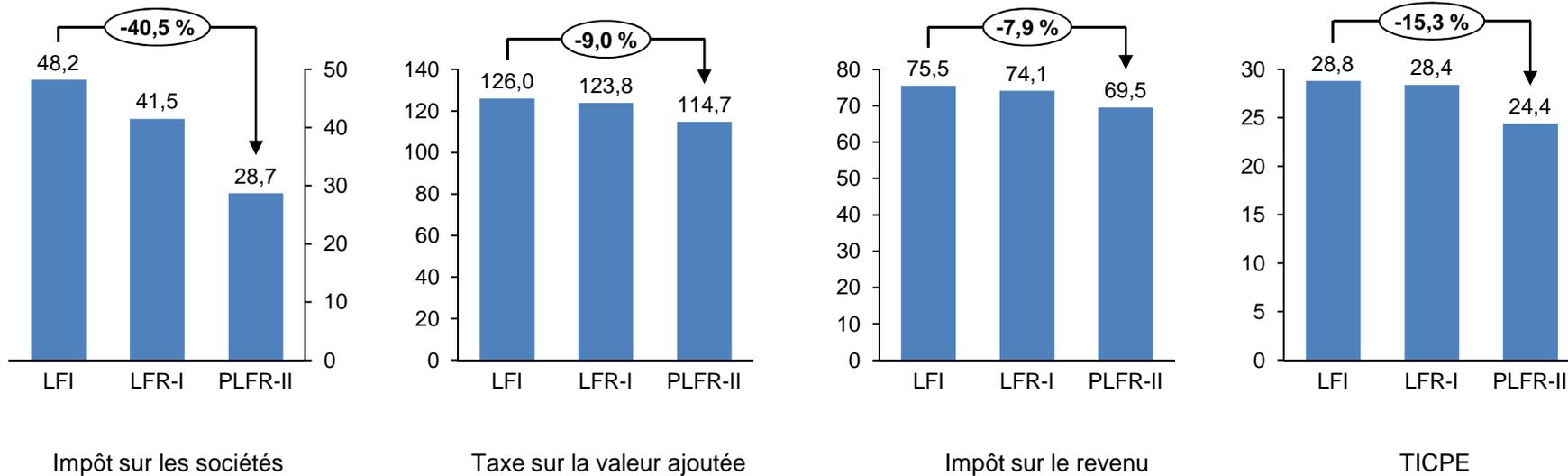


Source : commission des finances du Sénat

Tous les grands impôts verraient leur recette baisser d'au moins 10 %, avec une chute de 40 % pour l'impôt sur les sociétés

Évolution des prévisions de recettes fiscales nettes

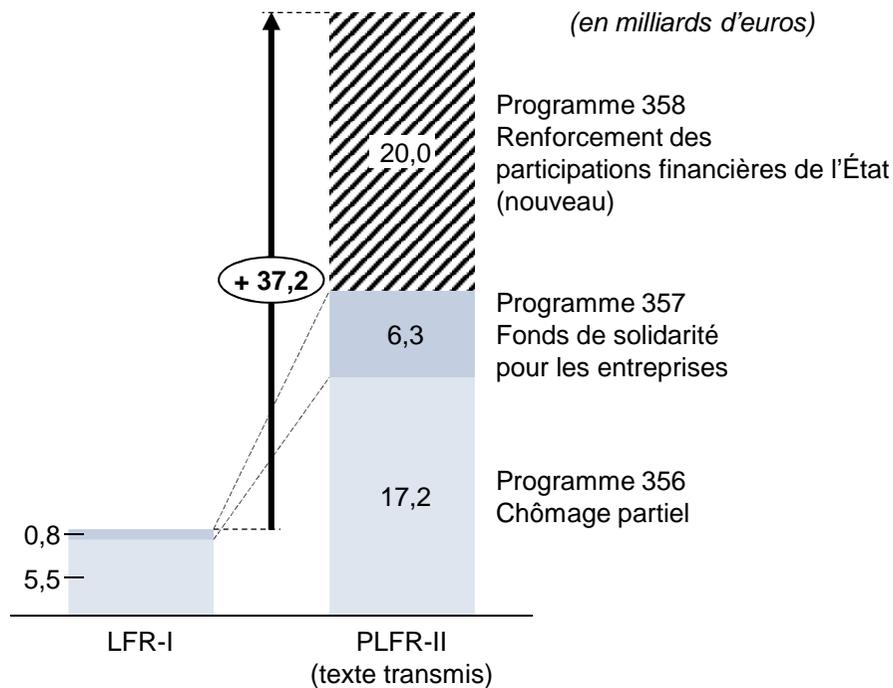
(en milliards d'euros)



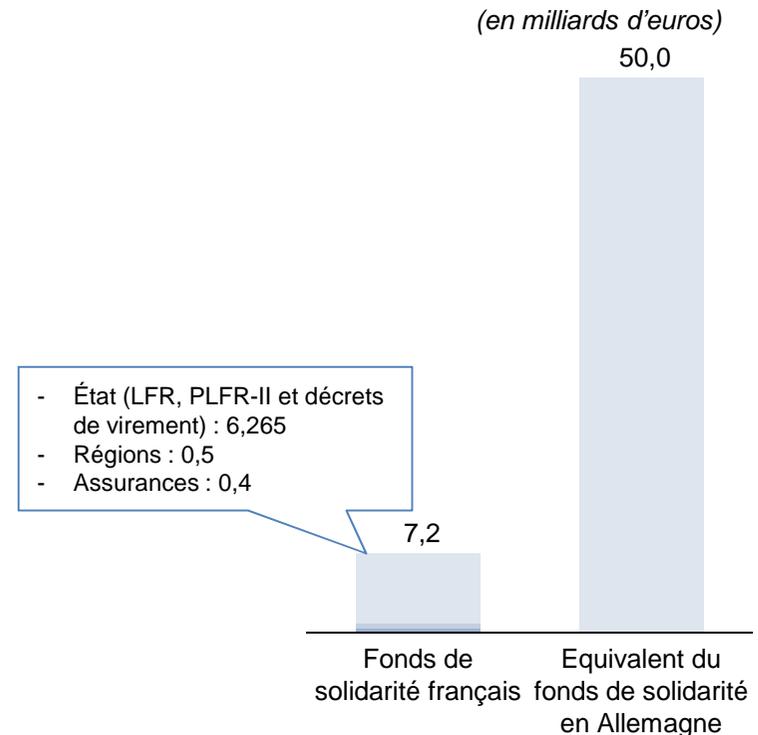
Source : commission des finances du Sénat, à partir du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020

La multiplication par sept des crédits de la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » ne sera probablement pas suffisante

Accroissement des dépenses sur la mission



Comparaison avec l'Allemagne

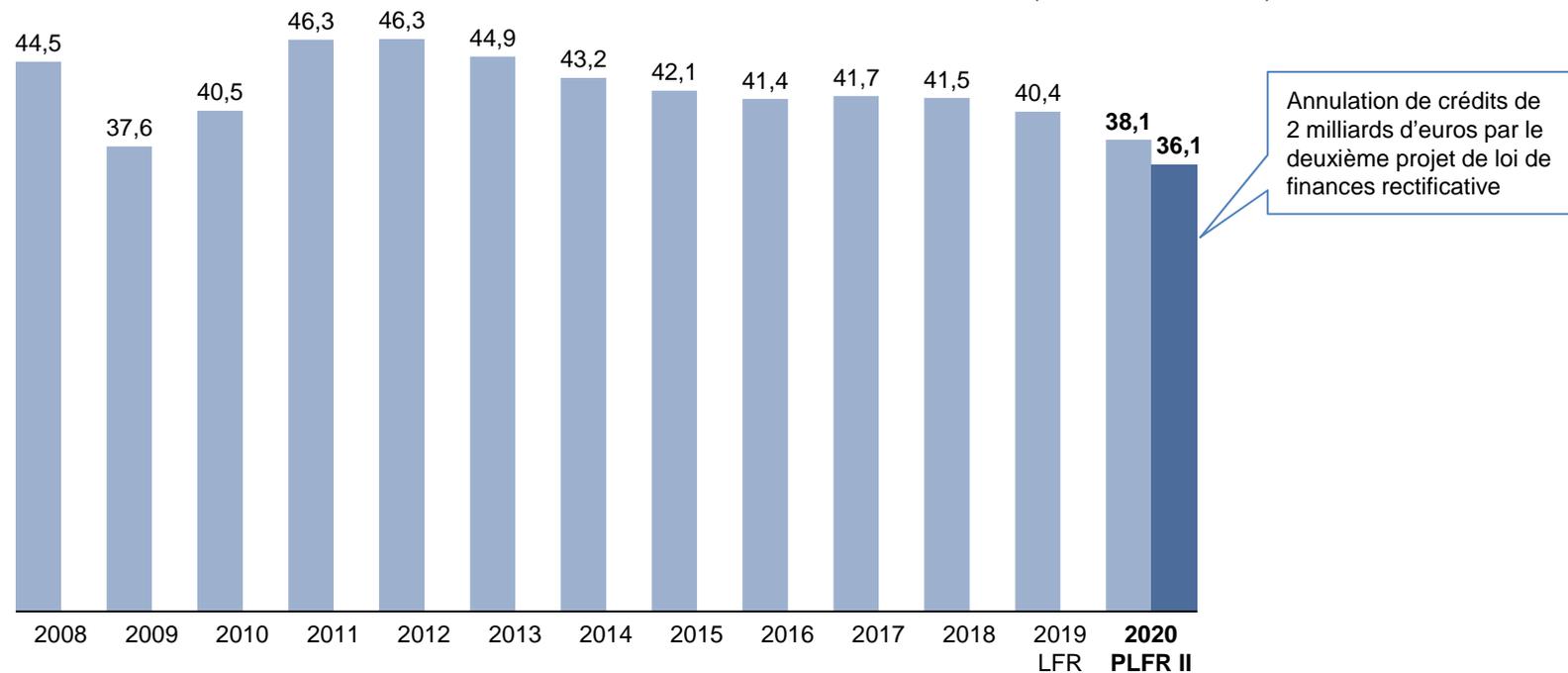


Source : commission des finances du Sénat, à partir du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020

Dans le même temps, la charge de la dette diminue dans le projet de loi de finances rectificative en raison d'une prévision d'inflation plus basse

Évolution de la charge de la dette depuis 2008

(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat



Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020

Albéric de Montgolfier, rapporteur général

Commission des finances

Mardi 21 avril 2020

